

COMMUNE DE MANIGOD
(Haute-Savoie)

ARRÊTÉ DE POLICE PORTANT
RÉGLEMENTATION À LA CIRCULATION
POUR LE DEPLOIEMENT DE LA FIBRE
ROUTE DU COL DE PLAN BOIS

LE MAIRE DE MANIGOD,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités Locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles les articles L.2212 – 1 et suivants réglementant la Police Municipale et L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18, R.411.25 à R.411.28, R.417.4, R.417.9, R.417.10 et R.422.4 ;

VU l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R.141-3 ;

VU le Code de la Route ;

VU la demande présentée par l'entreprise **CPV Déneigement TP** domiciliée **764 Route de Bonnecine** sur la commune de **QUEIGE (73720)** en d'effectuer des raccordements de réseaux télécom, a sein de la commune de Manigod sur la période du **19 -06 au 21-08-2024**.

CONSIDERANT la demande de l'entreprise **CPV Déneigement TP** afin d'effectuer des travaux de déploiement de la fibre sur la voirie communale au sein de la **Route du Col de Plan Bois** sur la commune de **Manigod (74230)** ;

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation de la **Route du Col de Plan Bois**, dans le cadre de travaux de déploiement de la fibre afin d'assurer l'exploitation normale dudit chantier ou la sauvegarde du personnel employé sur celui-ci du **19 juin au 19 juillet 2024** ;

CONSIDÉRANT qu'en raison des travaux de déploiement de la fibre optique, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat par feux tricolores à cycle fixe, ou par signaux manuels K.10 sur le chantier mobile ayant lieu sur ces voies communales ;

CONSIDÉRANT que ces propositions sont de nature à faciliter la circulation et à renforcer la sécurité ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Du **19 juin au 19 juillet 2024**, les stationnements seront interdits sur la **Route du Col de Plan Bois** et de la zone de chantier matérialisée pour le motif suivant : **Déploiement de la fibre**

La circulation s'effectue en chaussée rétrécie au droit de la zone de chantier sur la date mentionnée à l'article 1^{er} de **08h00 à 17h00**, la circulation sera maintenue et régulée par signaux manuels **K.10** ou des **feux tricolores de chantier**.

Article 2

La circulation et le stationnement sont soumis pour les besoins des travaux aux restrictions suivantes ;

- **La circulation est réalisée sous chaussée rétrécie et la vitesse limitée à 30Km/h.**
- **La circulation des piétons est interdite au droit du chantier matérialisé.**
- **Le stationnement est interdit à proximité du chantier.**
- **Les dépassements sur l'emprise des chantiers sont interdits**

Article 3

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par l'entreprise **CPV Déneigement TP** domiciliée **764 Route de Bonnacine** sur la commune de **QUEIGE (73720)** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes.

Le non-respect de l'interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article **R.417-10** du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles **L.325-1**.

Article 5

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le **Tribunal Administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex** dans un délai de 2 mois suivant sa publication ou sa notification.

Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Manigod.

Article 6

Conformément aux dispositions de la loi **78-17** du **06/01/1978** modifiée par la loi **96-142** du **21/02/1996** relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Fait à **Manigod**, le **14-06-2024**

Le Maire,



Diffusions :

- À Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Manigod
- À Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Thônes
- À Monsieur le Directeur des Services Techniques de Manigod
- À Monsieur le Garde Particulier Communal de Manigod
- Le Bénéficiaire pour attribution ;
- La Commune de Manigod pour affichage et publication ;